



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

Concevoir des programmes d'investissement agricoles sensibles à la nutrition

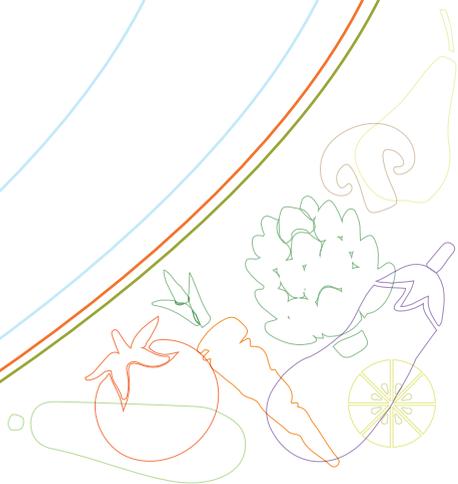
Guide pour la formulation de programmes



Concevoir des programmes d'investissement agricoles sensibles à la nutrition

Guide pour la formulation de programmes

Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture
Rome, 2015



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de la FAO et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-208935-3

© FAO, 2015

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Table des matières

Avant-propos.....	v
Remerciements.....	vii
Introduction.....	1
Recommandations clés pour améliorer la nutrition à travers l'agriculture et les systèmes alimentaires.....	4
Analyse du contexte.....	7
Contexte: institutions, politiques et programmes.....	7
Situation nutritionnelle dans le pays/la zone du programme.....	9
Environnement du point de vue de la santé et de l'hygiène, notamment la sécurité sanitaire des aliments.....	11
Consommation alimentaire et besoins nutritionnels.....	13
Disponibilité et saisonnalité des aliments.....	16
Accès des ménages aux aliments.....	18
Questions de genre et pratiques de soins.....	20
Accès aux moyens de production et aux débouchés commerciaux: questions relatives à l'équité.....	22
Cadres de politique générale et réglementations.....	23
Conception du programme: opérationnalisation des recommandations clés.....	25
Définition des objectifs du projet et des indicateurs d'impact.....	25
Zones et populations cibles, considérations en matière d'équité.....	31
Renforcer les liens avec d'autres programmes et secteurs.....	33
Conservation et mise en valeur du patrimoine naturel.....	35
Considérations en matière de parité hommes femmes et autonomisation des femmes.....	37
Accès à des aliments diversifiés et nutritifs: les options possibles.....	40
Améliorations visant la transformation, l'entreposage et la conservation des aliments.....	43
Des chaînes de valeur plus sensibles à la nutrition et un accès élargi aux marchés.....	45
Incorporer l'éducation nutritionnelle et la sensibilisation des consommateurs.....	48
Validation du document de programme.....	53

Avant-propos

Au cours de ces dernières décennies, le monde a connu une croissance économique sans précédent. Cette croissance a contribué à extraire de nombreuses personnes de la pauvreté et a été accompagnée d'une réduction sensible de l'insécurité alimentaire. Toutefois, la sous-alimentation chez les enfants reste à un niveau intolérable, tandis que l'incidence de l'obésité et des maladies chroniques liées à l'alimentation augmente.

En novembre 2014, pendant la deuxième conférence internationale sur la nutrition (CIN2), tenue sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 170 pays membres ont reconnu que la malnutrition, sous toutes ses formes (notamment la sous-alimentation, les carences en micronutriments, l'excès pondéral et l'obésité), ont des effets négatifs sur la santé et le bien-être des populations et comportent un coût économique et social élevé pour les individus, les communautés et, plus généralement, pour les États. Dans les deux documents finals de la CIN2 – la Déclaration de Rome sur la nutrition et le Cadre d'action qui l'accompagne – il est souligné que les systèmes alimentaires devraient être au cœur des efforts qui sont déployés pour combattre toutes les formes de la malnutrition.

Actuellement, en raison des contraintes imposées par la rareté des ressources, la dégradation de l'environnement ainsi que des modes de production et de consommation non durables, des pertes et gaspillages alimentaires et une distribution inéquitable, les systèmes alimentaires doivent surmonter de plus en plus de difficultés pour fournir des aliments adéquats, sains, variés et riches en nutriments qui font la base d'une alimentation saine.

Les investissements dans l'agriculture et les systèmes alimentaires sont donc essentiels si l'on veut améliorer la disponibilité, l'accessibilité et la consommation d'aliments nutritifs. En 2014, les investissements qui peuvent être mobilisés en vue d'améliorer la nutrition représentent 8,3 milliards d'USD provenant de la Banque mondiale, 4,3 milliards d'USD de la BIRD/AID, 4 milliards d'USD de la Société financière internationale (SFI) et 3

milliards d'USD dans le cadre de la reconstitution des ressources du FIDA pour la période 2013-2015. Toutefois, pour atteindre ce but, il faut étudier de manière spécifique les effets des investissements sur la nutrition. Des efforts sont nécessaires pour diversifier la production et les régimes alimentaires ; améliorer les méthodes de transformation de manière à ce que les aliments sains se conservent plus longtemps et que leur mode de préparation soit simplifié ; et assurer que les investissements soient équitables et respectueux de l'environnement. De plus, des ressources devraient être investies dans l'éducation nutritionnelle afin de donner aux consommateurs les moyens d'opter pour une alimentation saine.

De manière croissante, les pays membres de la FAO et leurs partenaires de développement, qui s'efforcent d'honorer les engagements nationaux et internationaux, sont intéressés par des outils concrets et des expériences sur le terrain. Afin de répondre à ces besoins, depuis 2011, la Division de la nutrition (ESN), le Département de la coopération technique et le Centre d'investissement de la FAO travaillent de plus en plus ensemble pour que l'action de soutien aux investissements de la FAO tienne compte davantage des questions de nutrition. Le but de cet effort commun est de soutenir les gouvernements et les institutions financières internationales, afin que leurs investissements soient «sensibles aux enjeux nutritionnels», et d'optimiser l'impact sur le bien-être de chacun, tout en tenant compte des besoins de l'environnement.

Cette collaboration a permis de mettre au point les outils nécessaires à la formulation de programmes tenant compte de la nutrition. C'est le cas entre autres des présentes lignes directrices, qui se fondent sur une analyse approfondie de l'expérience acquise en matière d'agriculture sensible aux questions de nutrition. Elles sont le fruit de consultations extensives au sein de la FAO et avec ses partenaires de développement, et ont été testées sur le terrain dans plusieurs pays. Il s'agit d'un document à évolution continue et nous poursuivrons avec intérêt la collaboration avec nos partenaires, tout en continuant d'étudier la façon d'améliorer la contribution des investissements agricoles à une bonne nutrition.

Anna Lartey
Directeur
Division de la nutrition, FAO



Gustavo Merino
Directeur
Centre d'investissement, FAO



Remerciements

Ce manuel est le fruit d'une collaboration entre la Division de la Nutrition de la FAO (ESN) et le Centre d'investissement de la FAO (TCI). Les auteurs principaux sont Anna Herforth (consultante de la FAO), Charlotte Dufour (Fonctionnaire en politiques et programmes de nutrition, ESN), et Anna-Lisa Noack (consultante pour le Centre d'investissement de la FAO, TCI). Ce guide s'appuie sur le travail développé pour des ateliers régionaux sur l'intégration de la nutrition dans les Plans nationaux d'investissements agricoles dans le cadre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), un partenariat entre l'Union africaine (UA) et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Un processus de révision a été mené en consultation avec le Centre d'investissement de la FAO, la Division de la Nutrition et la Communauté de Pratique Ag2Nut. En particulier, les auteurs veulent remercier les contributions de Johanna Jelensperger (Division de l'Économie du développement agricole de la FAO, ESA), Benoist Veillerette (TCI), Pamela Pozarny (TCI), Domitille Kauffmann (ESN), Ruth Charrondière (ESN), Yenory Hernandez Garbanzo (ESN), Florence Tonnoir (ESN), Nomeena Anis (FAO Pakistan), Lalita Bhattacharjee (FAO Bangladesh), Heather Danton (USAID SPRING) et Andrea Spray (La Banque mondiale). Enfin, les contributions de l'éditeur, Jayne Beaney, de l'artiste graphique, Juan Luis Salazar, et de la spécialiste en communication de ESN, Chiara Deligia, sont chaleureusement reconnues.

Le développement de ce guide a été réalisé grâce au soutien de la République fédérale d'Allemagne, de l'Union européenne à travers le Programme d'amélioration de la gouvernance mondiale pour la réduction de la faim, et de la Fondation Bill et Melinda Gates.

Introduction

La persistance de niveaux élevés de sous-alimentation – qui se traduit par de forts taux de sous-nutrition chronique ou aiguë et par des carences en micronutriments – couplée à l'incidence croissante de l'obésité et des maladies chroniques que celle-ci entraîne, a suscité un engagement politique sans précédent en faveur de la lutte contre la malnutrition, sous la forme d'initiatives multisectorielles impliquant de nombreux acteurs.

En novembre 2014, pendant la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), les États Membres de la FAO et de l'OMS, réaffirmant leur engagement à combattre toutes les formes de malnutrition, ont adopté la Déclaration de Rome sur la nutrition accompagnée de son Cadre d'action. Le Cadre d'action de la CIN2 souligne qu'il faut «*examiner les politiques et les investissements nationaux et intégrer des objectifs nutritionnels dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et des programmes alimentaires et agricoles*».

En effet, les systèmes alimentaires ont pour vocation première de nourrir convenablement les populations en faisant en sorte que les gens aient à disposition des aliments plus abordables et en quantité plus grande, et qu'ils consomment davantage de nourriture dans le cadre de régimes alimentaires diversifiés, sains, nutritifs et acceptables sur le plan culturel, sans porter préjudice à l'environnement. Un nombre croissant d'institutions qui investissent dans les systèmes alimentaires se sont engagées à veiller à ce que leurs investissements soient «*sensibles à la nutrition*», mais de nombreux professionnels du secteur de l'alimentation et de l'agriculture souhaitent en savoir davantage sur les implications pratiques de ce principe en termes de conception et d'exécution des programmes.

La FAO, en consultation avec des organisations de la société civile (OSC), des organisations non gouvernementales (ONG), des représentants de l'administration nationale, des organisations bailleuses de fonds, des organismes des Nations Unies, notamment la Communauté de pratique Agriculture-Nutrition (Ag2Nut), a mis au point un ensemble

de 10 recommandations clés intitulées « Améliorer la nutrition à travers l'agriculture et les systèmes alimentaires » (voir ci-dessous). Ces recommandations ont été formulées suite à un examen approfondi des indications disponibles en matière de programmation de l'agriculture favorable à la nutrition, effectué par la FAO et résumées dans la synthèse des principes de mise en œuvre de l'agriculture au service de la nutrition («*Synthesis of Guiding Principles on Agriculture Programming for Nutrition*»). Elles sont le fruit de consultations avec un vaste éventail de partenaires (OSC, ONG, fonctionnaires nationaux, donateurs, organismes des Nations Unies) et en particulier par l'intermédiaire de la *Communauté de Pratique Ag2Nut*. Ces recommandations sont également appelées «principes directeurs» par certains partenaires et sont utilisées au sein d'autres organismes.

Le présent document est conçu comme un guide à l'intention des planificateurs qui souhaitent appliquer ces recommandations lors de la conception d'investissements ou de programmes agricoles. Il aborde les premières phases du cycle de programmation (analyse du contexte, conception et examen critique des programmes), énonce pour chacune les questions fondamentales et fournit également des conseils et des références, qui peuvent aider les missions chargées de la formulation des programmes à :

- déterminer quelles sont les informations nécessaires à l'analyse du contexte qui précède la conception d'un programme agricole sensible à la nutrition;
- guider la définition des objectifs, des groupes cibles, ainsi que la sélection des interventions et les modalités de mise en œuvre;
- effectuer une analyse critique des documents relatifs aux programmes et stratégies proposés, une fois leur conception achevée, en ayant à l'esprit les questions de nutrition;

Ce guide a été élaboré en sachant bien que les stratégies qui favorisent un investissement agricole «sensible à la nutrition» sont spécifiques au contexte et nécessitent une mise à jour régulière. Ce guide n'offre donc pas de réponses toutes faites, mais énonce des questions et dispense des conseils, afin que les praticiens confrontés à des problèmes

complexes puissent trouver les solutions les plus adaptées au contexte local. Les conseils sont tirés principalement de la synthèse des principes de mise en œuvre de l'agriculture au service de la nutrition «*Synthesis of Guiding Principles on Agriculture Programming for Nutrition*» (FAO, 2013). Les questions figurant dans ce guide proviennent des nombreuses contributions des parties prenantes, et certaines sont issues de la publication de la Banque mondiale, «*Prioritizing nutrition in agriculture and rural development: Guiding principles for operational investments*» (Herforth et al. 2012).

Deux autres publications de la FAO (à paraître en 2016) complètent ce guide:

- Le *Compendium of Food and Agriculture Actions for Nutrition*: ce recueil fournit une liste des interventions dans divers secteurs – production végétale, horticulture, élevage, pêches, transformation des produits alimentaires, forêts et promotion de la nutrition –, qui peuvent contribuer à l'amélioration de la nutrition dans le cadre d'une stratégie multisectorielle;
- Le guide sur les *Indicateurs pour une agriculture sensible à la nutrition*: ce document décrit une série d'indicateurs, qui peuvent être utilisés pour suivre et évaluer les impacts sur la nutrition des investissements consacrés à l'agriculture et au développement rural. Il précise pour chaque indicateur ce que celui-ci permet de mesurer, décrit les principales sources utiles pour la collecte de données et donne la référence d'ouvrages pertinents.

Nous espérons que ce guide vous aidera à définir des solutions créatives, uniques et durables, qui aident les familles à améliorer leur nutrition, tout en utilisant au mieux les ressources disponibles.

RECOMMANDATIONS CLÉS

POUR AMÉLIORER LA NUTRITION À TRAVERS L'AGRICULTURE ET LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Les systèmes alimentaires répondent aux besoins nutritionnels de tous, tout en contribuant à la croissance économique. Le secteur agro-alimentaire a pour vocation première de nourrir convenablement les individus **en améliorant la disponibilité, l'accès et la consommation d'aliments variés, sûrs et nutritifs, en ligne avec**, les recommandations alimentaires et les critères de durabilité environnementale. L'application de ces principes permet de renforcer la résilience et contribue au développement durable.

Les programmes et investissements agricoles peuvent contribuer à la nutrition à condition de :

1

Inclure des objectifs et des indicateurs de nutrition explicites dès la conception des programmes, et, détecter et atténuer les potentiels impacts négatifs, tout en recherchant des synergies avec les objectifs économiques, sociaux et environnementaux.

2

Analyser le contexte local afin de concevoir des activités qui répondent aux différents types de malnutrition, (la sous-nutrition chronique ou aiguë, les carences en vitamines et minéraux, l'obésité et les maladies chroniques) ainsi que leurs causes. L'analyse du contexte peut porter sur : les ressources alimentaires potentielles, l'agro-écologie, la saisonnalité de la production et des revenus, l'accès aux ressources productives (notamment la terre), les opportunités de marché et les infrastructures, les rôles spécifiques des hommes et des femmes, les possibilités de collaboration avec d'autres secteurs et programmes, ainsi que les priorités locales.

3

Cibler les personnes vulnérables et améliorer l'équité par l'approche participative, l'accès aux ressources et l'emploi décent. Les groupes vulnérables peuvent comprendre les petits exploitants, les femmes, les jeunes, les paysans sans terre, les pauvres des zones urbaines, les chômeurs.

4

Collaborer et coordonner l'action avec d'autres secteurs (santé, environnement, protection sociale, emploi, eau et assainissement, éducation, énergie) et programmes, au moyen de stratégies conjointes ayant des objectifs communs, afin de répondre simultanément aux multiples causes sous-jacentes de la malnutrition.

5

Préserver ou améliorer les ressources naturelles disponibles (eau, sol, air, climat, biodiversité), essentielles à la subsistance et la résilience des agriculteurs vulnérables ainsi qu'à une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable. Gérer les ressources en eau, en particulier pour réduire les maladies vectorielles et assurer que les sources d'eau soient durables et sûres.

6

Promouvoir l'autonomisation des femmes en assurant leur accès aux ressources productives, à des activités rémunératrices, aux services de vulgarisation ainsi qu'à l'information, au crédit, à l'emploi et à des technologies qui leur permettent d'économiser du temps et de simplifier les corvées (notamment pour l'eau et l'énergie). Soutenir leur participation à la prise de décisions au niveau du ménage et en ce qui concerne les activités agricoles. En termes d'équité entre les sexes, les possibilités de rémunération et d'apprentissage offertes aux femmes doivent être compatibles avec les exigences de la grossesse et l'alimentation et soins des enfants en bas âge.

7

Faciliter l'augmentation et la diversification de la production de cultures riches en nutriments et de l'élevage à petite échelle (par exemple produits horticoles, légumineuses, production animale et aquaculture, plantes cultivées sous-utilisées/oubliées et cultures biofortifiées). Les systèmes de production diversifiés sont importants pour les producteurs vulnérables car ils permettent de faire face aux chocs liés au climat et aux variations de prix, d'avoir une alimentation variée, de réduire les fluctuations saisonnières des revenus et des régimes alimentaires ainsi que de générer davantage des revenus mieux répartis entre les hommes et les femmes.

8

Améliorer les techniques de transformation et de stockage afin de réduire les pertes post-récoltes, d'augmenter la conservation et la disponibilité des aliments au-delà des saisons, tout en préservant leur valeur nutritionnelle et en assurant leur innocuité. Les processus de transformation respectueux des enjeux nutritionnels peuvent rendre les aliments sains faciles à préparer.

9

Étendre les marchés et favoriser leur accès aux groupes vulnérables, en particulier pour la commercialisation d'aliments riches en nutriments et autres productions pour lesquelles ces derniers ont un avantage comparatif en tant que producteurs. Cela peut fonctionner grâce à des techniques innovantes de promotion (telles que le marketing fondé sur le contenu nutritionnel), des activités générant de la valeur ajoutée, un accès aux informations sur les prix, et le renforcement d'associations d'agriculteurs.

10

Assurer la promotion de la nutrition et une éducation nutritionnelle orientée sur les enjeux de l'alimentation et les systèmes alimentaires durables. Ces activités doivent s'appuyer sur les connaissances, les comportements et les pratiques locales. Les connaissances en matière de nutrition peuvent renforcer l'impact de la production et des revenus des ménages ruraux, surtout pour les femmes et les jeunes enfants, et accroître la demande en aliments riches en nutriments au sein de l'ensemble de la population.



Analyse du contexte

S'agissant de concevoir une intervention sensible à la nutrition, la première étape est une analyse approfondie du contexte, en particulier des problèmes nutritionnels qui touchent les différents segments de la population, leurs multiples causes, ainsi que le contexte social et institutionnel qui conditionne la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette première section correspond donc à l'application de la Recommandation clé n°2. L'analyse de la situation initiale doit également viser la collecte des informations susceptibles de faciliter l'application des neuf recommandations clés restantes.

Recommandation clé n°2:

Analyser le contexte local afin de concevoir des activités qui répondent aux différents types de malnutrition ainsi que leurs causes

Contexte: institutions, politiques et programmes

Améliorer la nutrition exige d'investir dans divers secteurs, notamment l'alimentation et l'agriculture, la santé, l'eau et l'assainissement, l'éducation et les services sociaux. Les interventions dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture doivent être coordonnées avec celles des autres secteurs afin de répondre aux besoins essentiels des populations vulnérables.

La première étape d'une analyse de situation consiste à passer en revue les institutions qui sont responsables des interventions de sécurité alimentaire et nutritionnelle, ou qui y participent. Cela permet à l'équipe chargée de formuler le programme de recenser les sources d'information et les partenaires. En outre, dans la plupart des contextes— si ce n'est dans tous — de nombreuses interventions ont déjà eu lieu et tout nouveau programme doit s'appuyer sur les leçons apprises et venir en complément des initiatives en cours.

Questions:

- Quels sont les principaux ministères et autres institutions gouvernementales responsables des politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle, au niveau central, dans les districts et localement?
- Quels sont les principaux partenaires de développement – donateurs, Nations Unies, ONG, universités, organisations de la société civile – qui s'occupent de sécurité alimentaire et nutritionnelle et quels sont leurs domaines d'activités?
- Quels sont les principaux organismes du secteur privé (y compris les organisations d'agriculteurs) qui participent aux interventions visant la sécurité alimentaire et nutritionnelle et sous quelle forme?
- Quelles sont les grandes orientations politiques et les principaux cadres de programmation concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle? À quel stade en est-on de leur application et de leur mise en œuvre?
- Quels sont les mécanismes de coordination qui couvrent les questions liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle?

Conseils:

- En règle générale, les ministères qui sont concernés par la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont les ministères de tutelle pour l'agriculture, l'élevage, les pêches, les forêts, la santé, les affaires sociales, la condition féminine et l'éducation
- Lorsque l'initiative REACH (Efforts renouvelés contre la faim chez les enfants) et/ou l'initiative SUN (Renforcer la nutrition) sont présentes, leur(s) facilitateur(s) sont de précieux informateurs clés qui peuvent aider à cartographier le rôle de chaque organisme s'occupant de nutrition.

Situation nutritionnelle dans le pays/la zone du programme

Il est essentiel de comprendre le profil nutritionnel d'une région pour définir les objectifs du programme qui sont liés à la nutrition

Questions:

- Quelle est l'incidence de la malnutrition dans la zone du pays/ programme?
 - Sous-nutrition aiguë/ émaciation (grave et modérée);
 - Sous-nutrition chronique/retard de croissance;
 - Carences en micronutriments chez les enfants en bas-âge et les femmes, surtout pour le fer (anémie), l'iode, la vitamine A et le zinc;
 - Surpoids chez les enfants et les adultes;
 - Insuffisance pondérale chez les femmes.
- Les taux de sous-nutrition aiguë suivent-ils des schémas liés à la saisonnalité ou aux rôles spécifiques des hommes et des femmes ? Comment s'expliquent-ils?
- Certaines zones géographiques sont-elles plus touchées que d'autres par la malnutrition? (si oui, lesquelles et pourquoi?)
- Certains groupes de moyens d'existence et/ou groupes socio-économiques, tels que les petits exploitants, les sans-terres, les personnes vivant en zone urbaine, les chômeurs, les minorités ethniques, sont-ils touchés plus que d'autres par la malnutrition? Par quelles formes de malnutrition et pourquoi?

Une fois les taux de malnutrition établis, il est important de déterminer les principales causes de celle-ci dans la zone ou dans le groupe de population susceptibles d'être ciblés par le projet. La malnutrition peut être causé par des régimes alimentaires inadaptés et à un accès limité aux aliments, mais aussi à la présence de maladies infectieuses, ou à des pratiques de soins et d'alimentation des enfants inadéquates. Les causes pourraient être liées à la charge de travail des femmes.

Dans le meilleur des cas, il existe déjà un rapport sur la situation nutritionnelle, auquel l'équipe du projet peut se reporter. Dans le cas contraire, les questions présentées dans les sections suivantes peuvent aider à cerner certains des principaux déterminants de la malnutrition.

Où trouver les informations:

- Enquêtes nutritionnelles, dispositifs de veille sanitaire, documents de politiques et de stratégies nutritionnelles, ainsi que les taux de fréquentation des centres de récupération nutritionnelle, qui sont habituellement disponibles auprès du Ministère de la santé, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et/ou de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).
- Les sites web suivants:
 - Le Rapport global sur la nutrition (the Global Nutrition Report): globalnutritionreport.org
 - UNICEF ChildInfo: www.childinfo.org/malnutrition_nutritional_status.php
 - Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde: <http://donnees.banquemondiale.org>
 - Bases de données de l'UNICEF sur la nutrition www.who.int/nutrition/databases/en/index.html
 - OMS, Maladies non transmissibles: profils des pays 2011 www.who.int/nmh/countries/2011/fr
 - Suivre les progrès dans le domaine de la nutrition de l'enfant et de la mère : une priorité en matière de survie et de développement, UNICEF (2009) www.unicef.org/french/publications/files/Tracking_Progress_on_Child_and_Maternal_Nutrition_FR_011510.pdf
- World Bank Nutrition Country Profiles (2010-2011) www.worldbank.org/nutrition/profiles
- FAO (2014) Food and nutrition in numbers - pocketbook (www.fao.org/3/a-i4175e.pdf)
- Entretiens avec des informateurs clés – experts du Ministère de la santé, de l'UNICEF, des ONG s'occupant de programmes nutritionnels, de dispensaires locaux; les agents du Ministère de l'agriculture, de la FAO, du Réseau d'alerte rapide sur les risques de famine (FEWSNET) et du personnel du Département d'analyse de la sécurité alimentaire (VAM) du Programme Alimentaire Mondial (PAM) peuvent aussi disposer de renseignements sur les zones ou les groupes de moyens de subsistance qui sont sujets à la malnutrition.
- Ateliers de consultation avec les parties prenantes opérant dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Se référer au manuel et au cours numérique de la FAO *S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble* (www.fao.org/3/a-i3516f.pdf) et www.fao.org/elearning/#/elc/fr/course/ACMJA).

Environnement du point de vue de la santé et de l'hygiène, notamment la sécurité sanitaire des aliments

Questions:

- Quelles sont les maladies les plus diffuses (malaria, VIH/SIDA, maladies diarrhéiques, infections respiratoires aiguës, maladies chroniques)? Si possible, préciser l'incidence et la gravité des principales maladies.
- Où les ménages s'approvisionnent-ils en eau potable? Existe-t-il un réseau d'adduction d'eau? L'eau est-elle propre ou contaminée (les contaminants sont-ils biologiques ou chimiques)?
- Qui récolte l'eau pour les usages agricoles et les usages domestiques?
- Les activités agricoles ou agro-industrielles influencent-elles l'approvisionnement en eau, que ce soit en quantité ou en qualité?
- Des animaux vivent-ils dans les habitations ou à proximité (surtout là où de jeunes enfants pourraient jouer)?
- Existe-t-il des risques de maladies zoonotiques?
- Les ménages ont-ils accès et procèdent-ils régulièrement à des traitements vermifuges?
- Les ménages ont-ils accès à des latrines? Sont-elles utilisées?
- Les ménages ont-ils accès à du savon? Le lavage des mains est-il pratiqué (avant de toucher, de préparer et de consommer les aliments, de nourrir les enfants, d'utiliser les latrines, de toucher et de manipuler les animaux)?
- Existe-t-il des différences concernant l'environnement sanitaire selon la localité, les conditions socio-économiques ou les relations entre hommes et femmes?
- Existe-t-il des problèmes liés à la sécurité sanitaire des aliments, comme la présence de contaminants chimiques ou microbiologiques dans les filières d'approvisionnement?

Où trouver les informations:

- Enquêtes démographiques et sanitaires (EDS) ou enquêtes par grappes à indicateurs multiples (EGIM) et autres enquêtes de santé qui comprennent des données sur l'approvisionnement en eau.
- Sous réserve que des systèmes efficaces de surveillance et de suivi soient en place, il est possible de se procurer des données concernant les zoonoses et la contamination microbiologique et chimique à l'échelle nationale ou régionale auprès du Programme de suivi et d'évaluation de la contamination alimentaire du Système mondial de surveillance continue de l'environnement (GEMS/Food) de l'OMS.
- Observation lors de visites de terrain.
- Entretiens avec des informateurs clés – fonctionnaires du Ministère de la santé, des ONG, d'institutions de recherche locales, et groupes de discussion.
- UN-Water Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking Water (GLAAS) www.who.int/water_sanitation_health/glaas
- WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme (JMP) for Water Supply and Sanitation www.wssinfo.org

Consommation alimentaire et besoins nutritionnels

Questions:

- Le régime alimentaire local permet-il aux personnes de satisfaire leurs besoins nutritionnels en termes de diversité et l'apport en énergie, protéines et micronutriments est-il suffisant? Si tel n'est pas le cas, quels aliments, groupes d'aliments ou nutriments semblent être absents du régime alimentaire local?
 - Quels sont les aliments les plus courants du régime alimentaire local?
 - Comment se présente un repas typique? Par exemple, quelle est la proportion de céréales, et dans quelle mesure s'écarte-t-on des recommandations alimentaires locales?
 - Parmi les aliments qui sont transformés et consommés (y compris les cultivars, variétés ou races, ou les aliments sauvages ou sous-utilisés), en existe-t-il qui seraient susceptibles de résoudre les problèmes nutritionnels existants, surtout s'ils étaient produits en plus grande quantité? Sont-ils accessibles à la population? Peuvent-ils être cultivés sur place ou obtenus en les faisant venir d'ailleurs?
- Existe-t-il des disparités entre les différents groupes de population en termes de réponse aux besoins nutritionnels?
 - Existe-t-il des différences géographiques ou ethniques concernant la consommation alimentaire? Des différences liées à la parité homme-femme? Quels sont les groupes vulnérables de la population sur le plan nutritionnel?
 - L'allaitement et les pratiques d'alimentation complémentaire destinées aux enfants de moins de deux ans sont-ils adéquats, en ce qui concerne la fréquence des repas, la valeur énergétique et la diversité?
 - Les femmes enceintes et les mères allaitantes arrivent-elles à satisfaire des besoins alimentaires accrus?

- Existe-t-il des pratiques culturelles ou des tabous alimentaires qui limitent la consommation de certains aliments pour des groupes ou des individus particuliers?
- Les régimes alimentaires sont-ils en train de changer? Si oui, de quelle façon: par exemple une augmentation de la demande suite à une augmentation de la population; des modifications du régime alimentaire liées à l'urbanisation et à la dépendance croissante à l'égard des marchés, l'augmentation de la consommation d'aliments importés?
 - Quelle est, dans le régime alimentaire, la proportion d'aliments industriels surtransformés, comme les boissons sucrées, les en-cas riches en sucres et matières grasses, ou les boissons alcoolisées?

Où trouver les informations:

- Recommandations alimentaires nationales, régionales et locales (le cas échéant).
- Enquêtes: enquêtes sur la consommation et les dépenses des ménages, autres enquêtes sur l'alimentation, qui peuvent avoir été menées par des universités locales ou régionales et par d'autres chercheurs. Il convient de noter que le type et la qualité des informations disponibles dépend de la méthode d'enquête.
- enquêtes démographiques et sanitaires (EDS) ou enquêtes par grappes à indicateurs multiples (EGIM) ou autres enquêtes nutritionnelles comportant des données sur les pratiques relatives à l'alimentation des enfants.
- Tables et bases de données sur la composition des aliments - catalogue du site web INFOODS (Réseau International des systèmes de données sur l'alimentation) disponible à l'adresse suivante: www.fao.org/infoods/infoods/tables-et-bases-de-donnees/fr
 - Existe-t-il une table de composition des aliments nationale ou régionale? Est-elle à jour et de bonne qualité? Contient-elle tous les aliments consommés par la population, y compris les aliments sauvages ou les variétés les plus consommées?
- Besoins nutritionnels: <http://www.fao.org/ag/humannutrition/nutrition/fr/>
- Entretiens avec des informateurs clés et groupes de discussion.
- Informations sur les tendances démographiques – taux de croissance, composition, urbanisation, migration – qui peuvent généralement être recueillies auprès des instituts nationaux de statistique.
- Rapports d'études sur les régimes alimentaires.

Conseils:

- Il arrive souvent que les renseignements concernant la consommation alimentaire ne soient pas disponibles. Dans ce cas, il peut être utile d'inclure une étude sur la consommation alimentaire dans la zone du projet, dès la phase de formulation ou au moment du lancement du projet, afin de disposer de données de référence en prévision de futures évaluations d'impact. Ces données peuvent être utiles également lors de l'exécution de certaines activités du projet, notamment pour choisir les cultures à promouvoir et définir un programme d'éducation nutritionnelle, etc.
- Souvent, les enquêtes de consommation alimentaire ne comprennent pas de questions sur les aliments consommés en petites quantités, peu souvent ou uniquement par certains groupes culturels. Il se peut alors que les données de consommation de ces aliments n'existent pas, malgré l'importance qu'ils revêtent en tant que sources de nutriments et de diversité alimentaire. Ne pas oublier que la consommation d'aliments sauvages et d'aliments sous-utilisés est parfois sous-estimée dans les données disponibles.

Disponibilité et saisonnalité des aliments

Questions:

- Quels aliments produit-on dans la zone du pays/programme, et à quelle saison? Les aliments produits appartiennent-ils à tous les groupes: céréales, racines et tubercules, fruits, légumes, noix, produits laitiers, œufs, viande et poisson, huiles et matières grasses?
- Quels sont les schémas saisonniers relatifs aux disponibilités alimentaires? Y a-t-il des périodes de pénurie alimentaire; si oui, quels aliments touchent-elles et pendant combien de temps?
- Les aliments produits sont-ils surtout consommés par les ménages, surtout vendus, ou les deux?
- Quels sont les types d'aliments qui peuvent être produits, compte tenu des conditions agro-écologiques locales (notamment le climat, la santé des sols, les précipitations, etc.)? Quelles sont, parmi les cultures résilientes aux aléas climatiques, celles qui peuvent être cultivées? Quels sont les principaux obstacles en matière de production alimentaire?
- Quels aliments trouve-t-on le plus couramment sur les marchés, dans les magasins et chez les marchands ambulants? Comment la disponibilité varie-t-elle selon les saisons?
- Quels sont les aliments habituellement achetés et quelles sont les principales difficultés d'accès à ces aliments (revenu, distance, pénurie, etc.)? Comment varient-elles en fonction de la saison?
- Certains aliments sont-ils entreposés et/ou transformés pour en prolonger la disponibilité tout au long de l'année? Si oui, lesquels? Les aliments sont-ils entreposés ou transformés au sein du ménage, de la communauté ou au niveau industriel? Quels sont les principaux obstacles à l'entreposage et à la conservation des aliments?

Où trouver les informations:

- Rapports d'évaluations des récoltes et rapports de recensements des animaux d'élevage
- Collecte périodique des données sur les prix du marché par les agents de vulgarisation agricole, les services chargés du commerce agricole ou l'office de la statistique.
- Visites sur les marchés locaux:
- Des entretiens avec des informateurs clés – producteurs, transformateurs et détaillants locaux.
- Les évaluations globales de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Accès des ménages aux aliments

Questions:

- Comment les ménages se procurent-ils des aliments: production dans les potagers familiaux, achats, aliments sauvages, troc, dons de nourriture ou aide alimentaire? Quelle est l'importance relative et la fiabilité de chacune de ces sources?
- Le pouvoir d'achat des ménages à faible revenu et à revenu moyen est-il suffisant pour leur permettre d'acheter la nourriture et les articles essentiels dont ils ont besoin?
- Quels sont les prix des principaux articles alimentaires? Y a-t-il des différences selon le lieu et la saison? Certains groupes alimentaires, comme les produits d'origine animale, les fruits et légumes, sont-ils trop chers pour les ménages à revenu faible ou moyen? Les prix des aliments sont-ils en hausse ou susceptibles d'augmenter?
- Quelles sont les principales sources de revenu pour les ménages locaux (par exemple le travail salarié, la vente de leur propre production, les rapatriements de salaire, les prêts, les programmes générateurs de revenus) et quel est le degré de fiabilité de ces sources?
- L'accès des ménages aux marchés alimentaires est-il garanti, compte tenu des distances à couvrir, des besoins de transport et des coûts?
- Les stratégies d'accès aux aliments mises en œuvre par les ménages sont-elles en train d'évoluer? Si oui, de quelle manière: par exemple, en consommant davantage d'aliments achetés, y compris dans les supermarchés?

Où trouver les informations:

- Enquêtes sur la consommation et les dépenses des ménages, rapports d'analyses globales sur la sécurité alimentaire, la vulnérabilité et la nutrition, et autres évaluations de la sécurité alimentaire ou des moyens d'existence. Il convient de noter que bon nombre d'évaluations de la sécurité alimentaire s'intéressent surtout à la quantité de céréales de base ou à l'apport énergétique des aliments. Elles doivent être complétées par d'autres sources d'information permettant de suivre la disponibilité de certains types d'aliments, et de vérifier s'ils sont abordables.
- Entretiens avec des informateurs clés et groupes de discussion, avec la participation de membres de la communauté locale et de professionnels du secteur de l'alimentation et de l'agriculture.

Conseils:

- Élaborer un calendrier agricole en collaboration avec les agronomes locaux ainsi qu'un calendrier des disponibilités alimentaires locales (qui comprennent à la fois la production locale et les disponibilités commerciales) à travers un exercice participatif impliquant les professionnels disponibles sur place et les communautés locales (ou utiliser des calendriers déjà préparés, le cas échéant).
- Comparer ces calendriers avec les tendances saisonnières de la malnutrition aiguë et/ou de la morbidité, s'ils sont accessibles.

Questions de genre et pratiques de soins

Questions:

- Quelle est la situation des femmes, par rapport aux hommes, en ce qui concerne l'éducation, les droits, l'accès aux ressources et le pouvoir de décision?
- Quels sont les rôles et les responsabilités des différents membres au sein des ménages?
- S'agissant des travaux agricoles, quel est la corvée la plus lourde pour les femmes? Quelles sont les opportunités ou les obstacles en ce qui concerne l'augmentation de leurs revenus et l'allègement de leur charge de travail?
- Quelles contraintes les femmes rencontrent-elles pour assurer à leur famille une nourriture adéquate?
- Qui s'occupe des personnes à charge – enfants, personnes âgées, malades – au sein des ménages et des communautés. Existe-t-il des structures communautaires et/ou des réseaux d'entraide familiale?
- Combien de temps les mères consacrent-elles aux soins et à l'alimentation de leurs enfants?
- Les femmes ont-elles accès à des services dans le domaine de la santé reproductive et de la planification familiale?
- Quels sont les ménages qui ont des difficultés à prendre soin de tous les membres de la famille: par exemple, les ménages ayant un grand nombre de personnes à charge et relativement peu d'individus actifs et valides?

Où trouver les informations:

- Études sur la parité hommes-femmes.
- Entretiens avec des informateurs clés et groupes de discussion.

Conseils:

- La charge de travail des femmes conditionne souvent la qualité des soins qu'elles peuvent dispenser (par exemple, il leur est difficile de nourrir les enfants à des intervalles adéquats si elles sont occupées dans les champs ou prises par la corvée d'eau, etc.)
- → Il est utile de mettre au point un emploi du temps quotidien ou hebdomadaire, afin de planifier les activités des femmes. Cet emploi du temps permet d'évaluer dans quelle mesure un projet risque d'alourdir le fardeau des femmes, ce qui peut avoir un impact négatif sur les soins, et d'envisager des solutions d'alléger leur charge de travail, en recourant par exemple à des technologies qui leur font gagner du temps.

Accès aux moyens de production et aux débouchés commerciaux: questions relatives à l'équité

Questions:

- Les ménages ou les groupes identifiés comme vulnérables ont-ils accès aux biens de production, notamment la terre, l'eau, les intrants agricoles et les services de vulgarisation?
- Ont-ils la possibilité d'entreprendre des activités à petite échelle, par exemple l'entretien d'un jardin potager, l'élevage, ou l'aquaculture?
- Ont-ils la possibilité d'entreprendre des activités non agricoles, comme la transformation des produits alimentaires et la vente au détail?
- Quelles sont les difficultés d'accès aux marchés chez les différents groupes de population?
- Les infrastructures et la situation sécuritaire favorisent-ils ou au contraire entravent-ils l'accès aux biens de production, aux activités génératrices de revenu ou à la commercialisation des produits alimentaires?
- Note: les réponses à ces questions peuvent varier selon le groupe ou la communauté dont il s'agit.

Où trouver les informations:

- Enquêtes et études sur la sécurité alimentaire.
- Entretiens avec des informateurs clés et groupes de discussion.

Cadres de politique générale et réglementations

Note: Il peut être difficile de répondre à certaines des questions suivantes, car il existe très peu d'études sur l'impact nutritionnel des politiques alimentaires et agricoles et les données, notamment sur la consommation alimentaire, qui rendraient possibles ces analyses sont rares elles aussi. Toutefois, il peut être utile de garder ces questions à l'esprit et, dans de rares cas, il n'est pas exclu que des recherches aient été faites!

Questions:

- Quelles sont les politiques visant la nutrition, l'alimentation, l'agriculture et éventuellement celles d'autres secteurs faisant figurer explicitement la nutrition parmi leurs objectifs, leurs moyens ou leurs points d'entrée?
 - Les cadres de politiques sont-ils conçus pour augmenter la production d'une vaste gamme d'aliments riches en micronutriments, les rendre disponibles à des prix abordables et/ou en augmenter la consommation?
 - Les cadres de politiques sont-ils conçus pour faciliter des choix alimentaires éclairés, grâce notamment à l'étiquetage nutritionnel, aux normes relatives aux repas scolaires, aux recommandations alimentaires nationales, et/ou à une éducation nutritionnelle dispensée au grand public et aux enfants d'âge scolaire?
- Les cadres juridiques ou les réglementations ont-ils un impact significatif sur les choix alimentaires des ménages et leurs stratégies d'accès aux aliments? Si oui, lesquels? Il peut s'agir par exemple de subventions sur certains aliments, de subventions aux intrants agricoles, de programmes de protection sociale – sous forme de bons, d'espèces et/ou d'aliments – de politiques commerciales, de règlements ou de sanctions concernant la qualité et la sécurité sanitaire des aliments. Quels sont les impacts positifs et négatifs de ces politiques sur les schémas de consommation des ménages?
- Y a-t-il des questions importantes de politique (par exemple, les réglementations en matière de sécurité sanitaire des aliments, la composition nutritionnelle des rations alimentaires distribuées dans le

cadre des dispositifs de protection sociale) qui ne sont pas traitées dans les cadres juridiques en vigueur?

- Quelles incidences ces politiques – ou l'absence de politiques – peuvent-elles avoir sur la formulation du programme?
- Comment le programme va-t-il interagir avec les politiques en place?
- De quelle manière les programmes peuvent-ils influencer les politiques et le processus décisionnel? Quels sont les arguments les plus pertinents que des responsables politiques peuvent invoquer pour induire une modification les politiques nationales ou internationales?

Où trouver les informations:

- Analyse des principales politiques.
 - Entretiens avec des informateurs clés – décideurs, professionnels du secteur
- de l'alimentation et de l'agriculture, représentants de la société civile, des organisations de consommateurs et des ménages locaux.

Conseils:

- Souvent, les politiques et les cadres réglementaires ont des impacts à la fois positifs et négatifs et/ou ils ont des impacts différenciés selon le groupe de population. Par exemple, la subvention des aliments de base peut alléger les dépenses des ménages mais réduire la diversité des apports alimentaires au fur et à mesure que les ménages consommeront davantage d'aliments riches en glucides au détriment d'autres catégories d'aliments. Le bilan des impacts positifs et négatifs devrait être établi en tenant compte de tout un éventail de questions, et entre autres des incidences économiques et environnementales, etc.
- Lorsque l'intention est de porter ces projets à plus grande échelle ou de les pérenniser, un cadre de politique générale peut s'avérer nécessaire.

Conception du programme: opérationnalisation des recommandations clés

La présente section traite de la manière de formuler un programme d'investissement agricole sensible à la nutrition, et fournit des indications sur la définition des objectifs et les choix d'indicateurs d'impact, des interventions et des stratégies de mise en œuvre, dans une optique nutritionnelle. Des indications sont fournies pour chacune des 10 recommandations clés.

Définition des objectifs du projet et des indicateurs d'impact

Recommandation clé n°1: Inclure des objectifs et des indicateurs de nutrition explicites dès la conception des programmes, et détecter et atténuer les potentiels impacts négatifs

Questions:

- Quels sont les principaux objectifs du programme?
- La nutrition est-elle prise en compte dans le/les objectif(s)? De quelle manière?
- Quels sont les déterminants de la nutrition sur lesquels le projet a le plus de chances d'influer?
- Quels sont les chemins d'impact à travers lesquelles le programme est susceptible d'avoir des effets nutritionnels – en particulier les liens entre l'augmentation de la production et des revenus et l'accès des ménages aux aliments et leur consommation alimentaire ? Les questions environnementales sont-elles prises en compte dans ces chemins

d'impact, notamment la promotion de la biodiversité, essentielle pour la diversité alimentaire?

- Quels seraient des objectifs nutritionnels pertinents pour répondre aux problèmes nutritionnels recensés lors de l'analyse du contexte, et réalistes compte tenu des chemins d'impact du programme?
- Quels indicateurs permettraient de mesurer la réalisation de ces objectifs nutritionnels?
 - Existe-t-il des données de référence permettant d'établir des objectifs réalistes?
 - Quels sont les facteurs qui permettraient, si on les mesurait, d'attribuer aux activités du projet les transformations survenues en matière de nutrition?

Indicateurs couramment utilisés

- *Note: Pour plus de renseignements, consulter le guide sur les Indicateurs pour une agriculture sensible à la nutrition (2016)*

Régime alimentaire et consommation alimentaire

- **Scores de diversité alimentaire individuels** pour évaluer la qualité du régime alimentaire. Ces données sont couramment recueillies pour évaluer la consommation des femmes et des enfants.
 - Nouveaux indicateurs validés pour la diversité alimentaire minimale chez les femmes: www.fao.org/food/evaluationnutritionnelle/women/fr
- **Score de diversité alimentaire des ménages** pour évaluer l'accès aux aliments au niveau des ménages.
 - www.fao.org/3/a-i1983f.pdf
- Fréquence de consommation de certains aliments cibles, c'est-à-dire combien de fois (nombre de jours) un aliment déterminé a été consommé pendant la semaine précédente.
- Indicateurs pour évaluer les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.
 - www.who.int/maternal_child_adolescent/documents/9789241596664/fr/
- Consommation d'aliments riches en vitamine A chez les jeunes enfants et les femmes. Consommation d'aliments riches en fer chez les jeunes enfants et les femmes.
- Echelle basée sur l'expérience de l'insécurité alimentaire (*Food Insecurity Experience Scale* –FIES, FAO).

- « Household Hunger Scale » (HHS) de l'USAID (Food And Nutrition Technical Assistance, FANTA) – limité aux zones où les taux d'insécurité alimentaire ou de sous-alimentation sont élevés.
- « Months of Adequate Food Provisioning » (MAHFP) (Mois d'approvisionnement alimentaire adéquat) de l'USAID (FANTA).

Maladies et santé

- Assainissement, santé, installations domestiques.
- Qualité de l'eau.
- Incidence, fréquence et gravité des maladies.

Questions de genre

- Sexe des participants du projet.
- Accès des femmes à la terre et aux autres biens de production.
- Contrôle par les femmes des revenus des activités agricoles et répartition du revenu entre les hommes et les

femmes au sein du ménage, ou degré de participation des femmes aux décisions concernant les achats.

- « Women's Empowerment in Agriculture Index » (WEAI) (Indice relatif à l'autonomisation des femmes dans l'agriculture) (USAID, IFPRI, et *al.*).
- Évaluations qualitatives des relations de genre.

Divers

- Variations saisonnières dans : les revenus, l'accès à l'emploi, et la disponibilité d'aliments riches en micronutriments.
- L'indice de diversité nutritionnelle fonctionnelle (« Nutritional Functional Diversity Index »), mis au point par l'Institut de la Terre de l'Université Columbia (Remans et *al.*, 2011), qui quantifie la biodiversité des espèces agricoles en fonction de leur utilisation alimentaire.

Conseils:

- L'état nutritionnel en tant qu'indicateur d'impact: sachant que la santé et les soins ont une forte influence sur l'état nutritionnel, il est possible qu'une intervention dans le secteur agricole ne soit pas suffisante pour avoir un impact sur celui-ci, à moins qu'elle ne s'inscrive dans un programme multisectoriel.
- Les interventions axées sur l'agriculture et l'alimentation peuvent donc se concentrer sur l'amélioration de la qualité des régimes alimentaires

(pour les rendre adéquats, diversifiés, modérés et sains), mais il est important de clarifier les chemins d'impacts pour obtenir ces résultats.

- Les chemins impacts conduisant à une meilleure nutrition ne se limitent pas à l'alimentation. Ils incluent aussi l'autonomisation des femmes, la réduction des risques de maladie ou des pratiques de soins améliorées. Le suivi et l'évaluation devraient inclure au moins une évaluation qualitative de ces impacts, au moins pour

détecter et limiter les effets négatifs potentiels.

- Plusieurs indicateurs peuvent être nécessaires pour mesurer l'impact et décrire les chemins d'impact. Les informations relatives au comportement alimentaire,

notamment chez les jeunes enfants, sont particulièrement importantes.

- Il est recommandé de faire appel à des spécialistes de l'évaluation pour déterminer les indicateurs ainsi que les méthodes de collecte des données et d'échantillonnage, et pour aider à fixer des valeurs cibles.

Les programmes d'investissement agricoles sensibles à la nutrition ne peuvent se contenter d'améliorer les résultats nutritionnels; ils doivent au moins veiller à *ne pas nuire* à l'état nutritionnel des parties prenantes du projet, notamment les producteurs et les consommateurs.

Types d'impacts négatifs que peuvent causer les interventions agricoles:

- Accorder la priorité à certaines cultures de base ou cultures de rente peut causer une réduction de la production d'autres cultures riches en nutriments, et porter atteinte à la diversité du régime alimentaire et inciter la surconsommation d'aliments riches en glucides.(voir la section 6 sur la diversification).
- Surcharger les femmes de travail, alors qu'elles s'occupent déjà des enfants en bas âge peut avoir des effets préjudiciables sur l'alimentation des nourrissons (voir la section 3 sur les questions de genre).
- Les projets qui exigent un investissement initial de la part des participants sont susceptibles d'exclure les petits exploitants et de creuser le fossé entre les agriculteurs riches et les agriculteurs pauvres (voir la section 2 sur l'équité).
- Les produits agrochimiques peuvent avoir de graves effets sur la santé. Le risque pourrait être atténué grâce à l'utilisation d'un équipement de protection et à une formation, ou encore à des méthodes agroécologiques (voir la section 5 sur les ressources naturelles).
- Les produits agrochimiques peuvent aussi réduire la biodiversité, limiter les possibilités de gestion agroécologique des sols et de lutte raisonnée contre les ravageurs.

- L'utilisation de l'eau pour l'agriculture peut augmenter le risque de maladie, telle que la transmission de la malaria, les microbes et polluants dans les eaux usées, ainsi que les zoonoses et les parasites. Ces risques pourraient être atténués par l'emploi de moustiquaires, une gestion améliorée des eaux résiduaires et des services vétérinaires efficaces (voir la section 5 sur les ressources naturelles).
- Certaines interventions agricoles peuvent avoir des impacts négatifs sur la qualité du sol, la biodiversité et la disponibilité en eau. Ces impacts négatifs pourraient être atténués en adoptant des techniques de production adaptées (voir la section 5 sur les ressources naturelles).
- Dans certains cas, la culture de variétés uniques risque de limiter la consommation de cultivars qui sont pourtant bénéfiques pour différentes raisons, notamment leur teneur en nutriments (voir la section 5 sur les ressources naturelles).

Renseignements complémentaires:

- Cours de la FAO sur l'évaluation d'impact: www.fao.org/elearning/#/elc/fr/courses/MEIA
- Rapport du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) sur *Les effets des interventions agricoles sur la nutrition: Identifier et limiter les risques* www.actioncontrelafaim.org/fr/espace-jeunes-enseignants/content/identifier-et-limiter-les-risques-des-interventions-agricoles-sur-la-nutrition
- IYCN "Nutritional impact assessment tool": www.manoffgroup.com/4IYCN_Achieving-nutritional-impact-and-food-security_0211.pdf.pdf

Conseils:

Stratégies générales pour éviter les effets négatifs:

- Pendant la phase de planification, procéder à une vérification systématique des effets négatifs et non délibérés que le programme pourrait avoir sur la nutrition, compte tenu du contexte de mise en œuvre, et élaborer un plan pour l'atténuation de ces effets.
- Disposer d'un système de suivi efficace afin de détecter les effets négatifs et d'appliquer rapidement des solutions en cas de problèmes imprévus.

- Avoir dès le départ un objectif nutritionnel clair.
- Collaborer avec les responsables des services de santé pour fournir des informations sur les risques sanitaires et les solutions existantes (une démarche qui peut être considérée comme un plan d'atténuation spécifique).

Zones et populations cibles, considérations en matière d'équité

Recommandation clé n°3: Cibler les personnes vulnérables et améliorer l'équité

Questions:

- Qui bénéficiera du programme?
- Si les ménages vulnérables ne sont pas les principaux bénéficiaires, auront-ils tout de même des possibilités de bénéficier indirectement du programme? (par exemple, de plus grandes disponibilités alimentaires et des prix plus bas sur les marchés locaux; de nouvelles opportunités d'emploi tout au long de la chaîne de valeur)
- Comment le projet ou l'investissement va-t-il atteindre les femmes en âge de procréer et les jeunes enfants?
- Se peut-il que l'intervention apporte des avantages à un groupe tout en nuisant à un autre groupe?
- Y a-t-il des aspects particuliers à prendre en compte pour les populations autochtones? Et pour les communautés tribales?
- Les groupes cibles participent-ils déjà à d'autres programmes ou d'autres interventions dans la même zone? Est-il envisageable de combiner les réunions concernant ces programmes et de créer des synergies d'une manière ou d'une autre?

Conseils:

Les types de groupes cibles peuvent être les suivants:

- les producteurs d'aliments urbains et périurbains, afin d'améliorer l'accès à des régimes alimentaires nutritifs;
- les petits exploitants agricoles, éventuellement par la promotion de techniques adaptées, telles que la micro-irrigation;
- les ménages pauvres et/ou vivant dans l'insécurité alimentaire;
- les travailleurs sans terre, afin d'éviter les déplacements de main-d'œuvre et d'augmenter les opportunités

d'emplois à travers la chaîne de valeur;

- les groupes marginalisés, tels que les peuples autochtones et les nomades;
- la jeunesse, par une formation aux nouvelles technologies;
- les femmes (voir la recommandation clé n° 6).

Les approches-programme qui favorisent l'équité comprennent:

- le crédit et les services financiers, y compris les systèmes d'assurance;
- accroître l'accès des petits agriculteurs – et en particulier des femmes – aux marchés en misant sur les transports, l'information, les organisations et coopératives d'agriculteurs;
- améliorer l'accès aux biens de production, tels que le bétail, les semences et les installations d'entreposage;
- améliorer l'accès aux ressources en eau ;

- favoriser l'accès aux services de vulgarisation et à la technologie, surtout pour les femmes;
- adopter des mesures de protection sociale telles que les transferts monétaires, les distributions alimentaires et les services de garde d'enfants;
- des investissements dans la recherche agronomique qui reflètent les intérêts des petits exploitants, en particulier ceux des femmes;
- les droits fonciers et les politiques foncières ;
- des politiques dans le domaine de l'eau;
- les politiques visant à intensifier les services de vulgarisation, le crédit, l'accès aux intrants et à des technologies adaptés pour les petits exploitants ;
- la création d'emplois décents pour les ménages sans terre et en situation d'insécurité alimentaire.

Renforcer les liens avec d'autres programmes et secteurs

Recommandation clé n°4: Collaborer et coordonner l'action avec d'autres secteurs

À eux seuls, les programmes alimentaires et agricoles ne suffisent pas pour agir favorablement sur l'état nutritionnel. L'accès à des programmes portant sur la santé, l'eau et l'assainissement, l'éducation et la protection sociale est généralement nécessaire. Il est donc important de rechercher des synergies avec les opérations menées dans d'autres secteurs, notamment par le ciblage des mêmes zones et l'harmonisation de certaines activités, par exemple les achats auprès d'agriculteurs locaux pour l'approvisionnement des cantines scolaires.

Questions:

- Est-il possible de lier les activités à des programmes et initiatives existants?
- Des mécanismes pour faciliter la coordination et la communication entre les parties prenantes existent-ils et sont-ils opérationnels? À quel niveau opèrent-ils? Qui participe à ces processus?
- Les investissements agricoles pourraient-ils être réalisés dans la même zone géographique que d'autres programmes portant sur la santé, l'eau et l'assainissement ainsi que la protection sociale, qui sont importants eux aussi pour la réduction de la malnutrition?
- Le personnel affecté au projet agricole peut-il orienter les participants de ce projet vers ces autres ressources et vice versa? Serait-il possible de combiner les visites de terrain du personnel affecté à l'agriculture, à la santé et à la protection sociale?
- Existente-t-il des options censées traiter la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le cadre de partenariats public-privé?
- Le projet pourrait-il inclure d'autres activités génératrices de revenu ou des liens avec des dispositifs de sécurité sociale, notamment pour les périodes de soudure?

Conseils:

- indicateurs et mécanismes de responsabilité communs;
- cofinancement des projets exécutés conjointement;
- structures multisectorielles, notamment un conseil national de la nutrition ou une équipe spéciale multisectorielle, inter-institutions chargée de la planification conjointe des investissements;
- consultations avec des collègues spécialisés en matière de nutrition, d'eau et d'assainissement pour bénéficier de leur expertise, et/ou collaborations dans le cadre d'une enquête initiale;
- formation professionnelle améliorée pour renforcer les capacités du personnel des différents secteurs en matière de diagnostics et d'activités multisectorielles;
- programmes sectoriels combinés dans une même zone géographique;
- lien entre la production agricole à petite échelle et les régimes de protection sociale, par exemple en faisant participer les producteurs locaux aux dispositifs de transferts sociaux fondés sur la distribution de vivres;
- collaboration intersectorielle en tant que critère indispensable dans les appels à propositions et obligation d'identifier les collaborateurs potentiels sur le terrain;
- équipes de vulgarisation multidisciplinaires et amélioration de la communication entre les agents chargés de la nutrition, de l'économie domestique et de la vulgarisation agricole (par exemple au moyen d'ateliers).

Conservation et mise en valeur du patrimoine naturel

Recommandation clé n°5: Préserver ou améliorer les ressources naturelles

Les activités doivent utiliser les ressources de manière durable, favoriser l'adaptation au changement climatique. Des mesures doivent être prises afin de conserver la biodiversité des espèces sauvages et de veiller à ce que ni les cultures ni les pratiques agricoles ne provoquent la dégradation du patrimoine naturel. L'eau, le sol, l'air, le climat et la biodiversité jouent un rôle déterminant, qu'il s'agisse des moyens d'existence des agriculteurs vulnérables et de leur résilience ou de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de toute la population. La gestion des ressources en eau revêt une importance particulière pour ce qui est de lutter contre les maladies vectorielles et de garantir aux ménages un approvisionnement durable en eau salubre.

Questions:

- Est-ce que le projet inclut des mesures pour protéger ou améliorer la qualité du sol et la biodiversité ? (voir conseils ci-dessous)
- Le projet peut-il avoir un effet sur la quantité et la qualité de l'eau disponible pour les ménages touchés par la malnutrition?
- L'augmentation de la consommation en eau est-elle durable, ou risque-t-elle de porter préjudice à l'approvisionnement en eau des voisins et des générations futures?
- Comment le projet modifiera-t-il la charge de travail des femmes en ce qui concerne l'approvisionnement en eau et l'utilisation de celle-ci ?

Conseils:

On trouvera ci-dessous quelques exemples de méthodes de gestion des ressources naturelles qui sont importantes pour la nutrition:

- **Améliorer la santé des sols** par la fertilité des sols et la lutte contre

l'érosion. Les mécanismes proposés comprennent la production de légumineuses et les cultures associées, les systèmes de production intégrés culture-élevage, les aides aux intrants, notamment engrais, fumier organique,

et compost, qui améliorent la teneur en carbone du sol et la biodiversité, ainsi que les techniques de gestion durable des terres. Les engrais à base d'iode, de zinc et de fer peuvent améliorer la fertilité des sols et accroître la teneur en micronutriments des plantes vivrières cultivées, si les sols n'en contiennent pas assez. Ces mesures peuvent être gagnantes sur trois plans: l'environnement (meilleure santé des sols), l'économie (rendements accrus) et la nutrition (meilleure valeur nutritionnelle des aliments).

- **L'accès équitable à l'eau** et une gestion des ressources en eau qui soit durable et favorable aux pauvres. La micro-irrigation, la récolte des eaux de pluie, les systèmes d'irrigation goutte à goutte à bas coût et l'utilisation des pompes à pédale peuvent être utiles.
- La conservation de la biodiversité est un service écosystémique qui favorise la nutrition. Les aliments sauvages contribuent de manière significative aux besoins nutritionnels et aux revenus ainsi qu'à la réduction des risques et à la résilience. L'hétérogénéité des variétés multiples d'une même espèce du point de vue de la teneur en nutriments et des préférences dont elles font l'objet peut également influencer sur

la consommation. Les activités de conservation incluent l'agroforesterie, le recours à des variétés adaptées aux conditions locales, la promotion des variétés multiples, ainsi que le renforcement des systèmes alimentaires autochtones et la promotion des aliments sous-utilisés. L'emploi de foyers améliorés ou du biogaz pour la cuisson et autres usages peut réduire les besoins en bois de chauffe, ce qui permet de sauvegarder les arbres et les forêts.

- En ce qui concerne la qualité de l'eau et la biodiversité, **les risques associés à l'usage des pesticides** peuvent être réduits au moyen de la lutte biologique contre les ravageurs, en recourant aux pesticides naturels (notamment les feuilles de neem ou la chaux hydratée), ainsi qu'à des prédateurs ou à des parasitoïdes naturels.
- Les possibilités en matière d'incitation à la **conservation des ressources naturelles** consistent entre autres à régler les prix et la distribution des intrants selon les conditions locales et la capacité naturelle des écosystèmes, à payer aux agriculteurs les services écosystémiques qu'ils fournissent, et à assurer une gouvernance efficace de la terre, des ressources phylogénétiques, de l'irrigation et des pêches.

Autres ressources:

- *Directives d'application volontaire pour la prise en compte systématique de la biodiversité dans les politiques, programmes et plans d'action nationaux et régionaux relatifs à la nutrition* de la Commission

des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CGRFA) dans l'Annexe C du document CGRFA-15/15/Rapport.
www.fao.org/nr/cgrfa/cgrfa-meetings/cgrfa-comm/fifteenth-reg/fr/

Considérations en matière de parité hommes femmes et autonomisation des femmes

Recommandation clé n°6: Promouvoir l'autonomisation des femmes

Les revenus des femmes et leur pouvoir de décision conditionnent l'amélioration de la nutrition chez tous les membres du ménage, en raison du rôle spécifique des femmes, qui fait que dans toutes les cultures ce sont elles qui pourvoient aux repas, s'occupent des enfants et prodiguent des soins aux malades. En outre, non seulement le principe d'équité entre les sexes tient compte du rôle central des femmes, qui par leurs activités transforment les intrants et les produits agricoles en impacts nutritionnels, mais il constitue surtout un droit fondamental.

Questions:

- Comment les femmes seront-elles amenées à participer au programme ou à bénéficier de celui-ci?
 - Auront-elles un contrôle sur les revenus produits par le programme?
 - Comment le projet est-il censé influencer sur les contraintes de temps propres aux deux sexes?
 - Les charges de travail des femmes risquent-elles de réduire la qualité des soins aux enfants?
 - Les charges de travail des femmes ont-elles des chances d'aboutir à l'amélioration de leurs revenus et de leur pouvoir de décision?
 - Existe-t-il des technologies permettant d'alléger les tâches des femmes, qui pourraient être insérées dans le projet afin de réduire le temps que celles-ci consacrent aux travaux agricoles ou aux tâches ménagères?
- Comment les hommes sont-ils inclus dans les discussions, de manière à ce que les changements souhaités (en terme de nutrition, d'équité...) puissent advenir?

Conseils:

Moyens de promouvoir l'autonomisation des femmes par le biais des programmes agricoles:

- Au stade de la planification d'un programme, déterminer les interactions entre les soins aux enfants et la production agricole. Les exigences en termes de temps et de travail devraient être évaluées.
- Les activités agricoles suivantes permettent d'atteindre les femmes spécifiquement:
 - Se concentrer sur les variétés alimentaires cultivées par les femmes. La production de cultures mineures, qui ne sont pas des denrées de base, notamment les légumes, les fruits, les légumineuses et les cultures vivrières traditionnelles et autochtones, et/ou l'élevage, dans certains contextes locaux, sont plus susceptibles d'être du ressort des femmes, selon le contexte local. Ce sont généralement les femmes qui entretiennent les potagers familiaux et ce rôle accroît leur pouvoir de décision en ce qui concerne la consommation alimentaire du ménage. *Mise en garde: l'expérience montre que lorsque des cultures secondaires deviennent une source de revenus, les hommes peuvent être tentés de contrôler ces ressources. Inclure à la fois les hommes et les femmes dans ce processus au moyen d'une approche communautaire globale*

et promouvoir l'autonomisation des femmes, notamment par un renforcement des groupements de productrices, peut faire en sorte que tant les hommes que les femmes bénéficient de ces activités.

- Assurer une formation et des possibilités de commercialisation spécifiques pour les produits végétaux et animaux que vendent les femmes.
- Améliorer l'accès des femmes aux services de vulgarisation, à la technologie, aux intrants, aux marchés et à la formation.
- Investir dans des technologies permettant de réduire l'investissement en temps et en main d'œuvre, surtout pour les tâches typiquement féminines comme le désherbage, la récolte, la transformation et la conservation des aliments. On citera à titre d'exemple le recours à des outils agricoles plus légers, les semoirs à tambour qui permettent le désherbage mécanique, les meules mécaniques et les technologies de récolte de l'eau, comme les pompes à pédale.
- Renforcer la marge d'action des femmes à l'égard des revenus par un contrôle des activités ci dessus.
- Autres composantes des programmes agricoles, qui sont potentiellement liées à l'autonomisation des femmes
 - Créer un environnement favorable pour les soins à donner

aux enfants. Tenir compte des exigences de soins aux enfants pendant la formation des femmes: notamment par la mise à disposition d'aires réservées aux mères allaitantes, la participation des pères, de femmes âgées vivant dans la famille ou d'autres figures faisant autorité, et un soutien aux crèches ou autres structures de ce type pour les femmes qui travaillent, surtout en milieu urbain. Aider les hommes à accroître leur participation à l'octroi des soins.

- Améliorer l'accès des femmes aux services financiers.
- Adopter des mesures de protection sociale tenant compte des questions de parité hommes-femmes, notamment de quantités supplémentaires de rations et de bons alimentaires, de bons pour des prestations de santé et des sachets de micronutriments en poudre.

Les stratégies permettant de faire participer les femmes aux activités mentionnées ci-dessus sont les suivantes:

- Solliciter la participation des femmes au stade de la conception, et continuer de travailler directement avec elles pendant la mise en œuvre. Les femmes peuvent ainsi définir les mécanismes qui conviennent pour résoudre leurs contraintes de temps dans le contexte des tâches qui leur sont confiées.
- Utiliser l'approche dite de «déviance positive» en vue d'autonomiser les femmes. Il s'agit de renforcer la confiance des femmes dans leurs connaissances et compétences propres, ce qui leur permet de saisir concrètement les chances qui s'offrent à elles. (www.positivedeviance.org)

Accès à des aliments diversifiés et nutritifs: les options possibles

Recommandation clé n°7: Faciliter l'augmentation et la diversification de la production de cultures riches en nutriments et de l'élevage à petite échelle

Les systèmes de production diversifiés peuvent être importants pour les producteurs vulnérables, auxquels ils assurent une meilleure résilience face aux chocs liés au climat et aux prix, une consommation alimentaire plus diversifiée, la réduction de la fluctuation saisonnière des disponibilités alimentaire et des revenus, ainsi que des revenus accrus et plus équitablement répartis entre les hommes et les femmes.

Questions:

- La diversification au niveau du ménage, de la communauté et/ou du marché permettra-t-elle d'améliorer l'accès à des régimes alimentaires nutritifs?
 - Les agriculteurs vivent-ils assez près de leurs champs pour que la diversification de la production puisse influencer leur propre consommation?
 - Les agriculteurs vivent-ils assez près des marchés pour pouvoir acheter régulièrement tous les types de produits alimentaires, y compris les produits périssables?
 - Les agriculteurs sont-ils suffisamment reliés aux marchés/négociants pour pouvoir écouler les produits périssables?
- Existe-t-il des aliments spécifiques riches en micronutriments qui ne sont pas disponibles ou qui sont trop chers?
 - Comment le programme influera-t-il sur le prix des aliments disponibles pour le(s) groupe(s) cible(s), en termes relatifs et absolus?
- Lorsque ces aliments sont disponibles, sont-ils donnés aux jeunes enfants (entre 6 et 23 mois)?

- Quelles sont les ressources locales ou les aliments sous-utilisés qui pourraient être cultivés pour améliorer l'alimentation et l'apport nutritionnel?
- Comment l'accès aux aliments nutritifs disponibles sur les marchés peut-il être amélioré tant pour les populations rurales que pour les populations urbaines?

Note sur la diversité biologique (biodiversité)

Il peut y avoir des variations importantes entre variétés d'une même espèce en ce qui concerne la teneur en macro et micronutriments et autres constituants bioactifs bénéfiques. Les données montrent que ces différences intraspécifiques sont parfois de l'ordre de un à mille; par exemple, une banane peut fournir entre 1 pour cent et

200 pour cent de l'apport journalier recommandé (AJR) en vitamine A. On peut choisir des variétés à forte teneur en nutriments, mais la composition de chaque variété n'étant pas toujours connue, il peut être avantageux sur le plan nutritionnel de promouvoir l'utilisation de plusieurs variétés.

Où trouver des informations sur la teneur en nutriments des variétés intraspécifiques:

- Le site web INFOODS est un catalogue de tableaux et de bases de données sur la composition des aliments. Certains de ces tableaux contiennent des informations sur la teneur en nutriments, ventilée par variété www.fao.org/infoods/infoods/tables-et-bases-de-donnees/fr/
- On trouvera également des informations sur la teneur en nutriments de variétés spécifiques d'une même espèce dans les articles publiés dans diverses revues scientifiques, par exemple ceux du *Journal of Food Composition and Analysis*.

Conseils:

Les interventions agricoles recommandées sont celles qui peuvent améliorer l'accès à des aliments nutritifs et envisager de parvenir aux résultats suivants:

- **Diversifier la production et les moyens d'existence** afin de favoriser l'accès aux aliments et la diversification du régime alimentaire, la gestion des ressources naturelles et autres objectifs.

- **Accroître la production d'aliments riches en nutriments**, en particulier les variétés adaptées aux conditions locales, à forte teneur en micronutriments et protéines, choisis en tenant compte de l'analyse du contexte et des problèmes nutritionnels rencontrés localement.
 - Les **cultures horticoles** sont fortement recommandées pour améliorer l'apport journalier en micronutriments et la diversité alimentaire, accroître les revenus du ménage et notamment la part du revenu gérée par les femmes, et réduire les fluctuations saisonnières; parmi les options figurent la production destinée à la consommation familiale et la production destinée aux marchés.
 - Produire des **aliments d'origine animale à petite échelle** afin d'améliorer l'apport en micronutriments, protéines et lipides; maintenir la production sur une petite échelle pour ne pas nuire au patrimoine naturel et éviter aux femmes de perdre le contrôle de ces ressources.
 - Promouvoir l'utilisation d'aliments nutritifs sous-utilisés pour résoudre le problème de la malnutrition.
 - Augmenter la production de **légumineuses** en raison de leur valeur nutritionnelle (elles sont riches en calories, en protéines et en fer) et leur capacité à fixer l'azote, ce qui peut améliorer la fertilité du sol et les rendements et diminuer la quantité d'intrants nécessaire.
 - Investir dans la **biofortification**, en particulier par la reproduction naturelle, en complément d'autres stratégies.
 - La production de denrées de base peut-être nécessaire mais ne contribue pas en soi à la diversité des apports alimentaires.
 - Les cultures de rente peuvent avoir des conséquences négatives imprévues, notamment la détérioration de la qualité des régimes alimentaires et des inégalités entre les sexes; diverses stratégies d'atténuation peuvent être envisagées pour limiter ces risques.

Améliorations visant la transformation, l'entreposage et la conservation des aliments

Recommandation clé n°8: Améliorer les techniques de transformation et de stockage

Il est essentiel que les conditions de transformation, de stockage et de conservation soient adéquates, afin de réduire les pertes après récolte et d'améliorer ou de prolonger l'accessibilité et la consommation d'aliments riches en micronutriments et leur consommation. Les techniques de transformation et d'entreposage peuvent conserver la teneur en nutriments des aliments et certaines techniques de transformation vont même jusqu'à l'augmenter, ce qui est le cas de la torréfaction, de la germination et de la fermentation. La transformation, le stockage et la conservation peuvent ajouter de la valeur aux cultures et donc accroître les revenus et les bénéfices, diminuer l'insécurité alimentaire saisonnière et améliorer la sécurité sanitaire des produits alimentaires. La transformation et la conservation des produits alimentaires sont aussi un moyen de réduire le gaspillage de nourriture.

Questions:

- Le programme modifie-t-il la qualité, les conditions de sécurité sanitaire ou le contenu nutritionnel des aliments ciblés par le projet?
- Quelles cultures conviendraient-elles pour permettre une meilleure conservation des produits?
- Existe-t-il des points d'entrée dans la chaîne de valeur pour le contrôle des aflatoxines?

Notes:

- Plus la teneur initiale en micronutriments est élevée dans l'aliment brut, plus elle est élevée dans l'aliment transformé.
- La teneur en vitamines diminue lors de l'entreposage et de la cuisson des aliments.

- L'usinage réduit la teneur en nutriments, faisant diminuer par exemple le contenu de matières grasses, de fibres, de minéraux et de vitamines; en contrepartie, la durée de conservation augmente.
- La fermentation et la germination peuvent contribuer au renforcement de la biodisponibilité des nutriments.

Conseils:

Types de techniques qui sont importantes pour la nutrition:

- Lutter contre les ravageurs et les maladies, y compris les aflatoxines, pendant les opérations après-récolte.
- Récolte et manipulation
 - Optimisation de la manipulation après récolte;
 - autres techniques de «récolte saine» comme la récolte à maturité, éviter les dommages et les meurtrissures et ne pas consommer ou vendre des végétaux ayant été récemment pulvérisés de pesticides.
- Conservation et transformation
 - séchage solaire ou séchage sous abri, après avoir blanchi les légumes.
 - Enrichissement, ou mouture réduite des céréales;
 - pression des graines oléagineuses;
- rôtissage et broyage des céréales pour réduire le volume et améliorer la digestibilité;
 - fermentation, pour la farine, les bouillies et le lait;
 - sélection de méthodes de transformation qui optimisent la conservation des nutriments

- Transport et entreposage
 - lavage et séchage des fruits et légumes frais avant entreposage;
 - installations d'entreposage fraîches, sombres et bien ventilées, protégées des insectes et des rongeurs;
 - entreposage adéquat des semences et du matériel végétal;
 - assurer un transport post-récolte adéquat en temps opportun;
 - exploration des possibilités d'améliorer l'entreposage *in situ*, qui permet d'étaler la vente sur une période plus longue et augmente les revenus des agriculteurs et les disponibilités alimentaires (en passant éventuellement par les coopératives).

Les programmes peuvent également investir dans la recherche en vue d'améliorer la gestion des opérations après récolte, notamment la transformation, l'entreposage et les techniques de conservation.

La transformation peut être préjudiciable à la qualité nutritionnelle si le produit fini contient trop de sucre, de matières grasses ou de sel/sodium ajoutés.

Des chaînes de valeur plus sensibles à la nutrition et un accès élargi aux marchés

Recommandation clé n°9: Étendre les marchés et favoriser leur accès aux groupes vulnérables, en particulier pour la commercialisation d'aliments riches en nutriments

En présence de chaînes de valeur axées sur des produits destinés aux marchés, la marge de diversification est généralement plus restreinte. Dans certaines situations, les possibilités de commercialisation peuvent toutefois inciter les agriculteurs à produire, voire à consommer, des aliments nutritifs auxquels ils ne songeraient pas normalement.

Les chaînes de valeur et les stratégies de commercialisation ciblent généralement les agriculteurs, les producteurs et les détaillants qui ont suffisamment de ressources pour investir, produire à plus grande échelle et être plus compétitifs et qui, par conséquent, n'appartiennent pas aux groupes de population les plus vulnérables. Cela dit, des mesures peuvent être prises pour renforcer la contribution nutritionnelle des investissements dans des chaînes de valeur spécifiques. On fera en sorte qu'elles tiennent compte des questions de nutrition et comportent des avantages nutritionnels à la fois pour les fournisseurs d'aliments – producteurs, transformateurs et détaillants – que pour les consommateurs. Globalement il est important de considérer les chaînes de valeur individuelles comme faisant partie de l'ensemble du système alimentaire afin de déterminer la manière dont elles peuvent contribuer à l'amélioration des régimes alimentaires locaux.

Conseils:

Les mesures suivantes peuvent être prises pour renforcer les effets nutritionnels d'une chaîne de valeur:

- Production:

- choix de variétés optimisant la teneur en nutriments;

- biofortification;
- création d'emplois agricoles à l'intention des groupes vulnérables.

- Transformation:

- choix de méthodes de transformation qui prolongent la durée de

conservation tout en limitant au maximum la perte de nutriments;

- enrichissement (par exemple des farines de céréales);
- création d'emplois non agricoles dans le secteur de la transformation.
- Commercialisation et vente au détail:
 - une plus grande disponibilité de produits sur les marchés, susceptible de faire baisser le prix à la consommation de ces produits;
 - amélioration de l'accès aux marchés et des possibilités de commercialisation;
 - création d'emplois pour les groupes vulnérables, en particulier les femmes.
- Éducation nutritionnelle et sensibilisation des consommateurs:
 - Le marketing social et la création d'une demande en aliments nutritifs peut être un instrument puissant. Il convient de promouvoir l'achat et la consommation d'aliments nutritifs et les bonnes pratiques en matière de santé, de manière à ce que les revenus soient utilisés pour améliorer la santé et la nutrition dans les ménages.
 - Les recommandations alimentaires peuvent s'avérer utiles pour la planification dans les secteurs de l'agriculture, de la santé et de l'éducation, à des fins de sensibilisation et de renforcement de l'offre et de la demande d'aliments sains.

Les investissements dans les chaînes de valeur agricoles peuvent apporter une importante contribution à la nutrition, grâce à l'amélioration de l'accès aux marchés:

- chez les producteurs, transformateurs et détaillants, afin de les aider à vendre leurs produits et à créer des revenus qui pourront être investis en vue d'améliorer la santé, les soins et la consommation alimentaire;
- chez les consommateurs, afin d'augmenter la disponibilité d'aliments riches en nutriments et abordables.

Conseils:

Moyens d'élargir l'accès aux marchés:

- Les associations paysannes, la formation à la gestion d'entreprise et les programmes de crédit destinés à

aider les petits exploitants à obtenir de meilleurs prix, à renforcer leur pouvoir contractuel et à participer aux processus décisionnels.

- Les petites entreprises et microentreprises de transformations, particulièrement pour les femmes (par exemple production de confitures, jus et fruits séchés).
- Produire des aliments commercialisables, la viabilité des débouchés étant capitale pour répondre aux besoins en revenus et nourriture. Évaluer le potentiel commercial d'aliments sauvages ou sous-utilisés, en particulier ceux qui ont une haute qualité nutritionnelle, et le potentiel de domestication d'aliments sauvages.
- La viabilité commerciale des aliments nutritifs pour lesquels les petits producteurs possèdent un avantage comparatif (en raison de la faible consommation d'intrants, par exemple) peut être améliorée en recourant à la promotion et au marketing social pour stimuler la demande.
- Améliorer les infrastructures (routes, irrigation, installations de stockage, marchés de gros et électrification...) afin d'améliorer l'accès aux marchés.
- Élargir les systèmes d'information sur les marchés.
- Déterminer les facteurs à l'œuvre au sein des ménages et les goulets d'étranglement qui entravent la commercialisation et la création de revenus chez les petits agriculteurs.
- Satisfaire aux normes de qualité, notamment par la promotion de la sécurité sanitaire des aliments (par exemple en réduisant la contamination par les aflatoxines).
- Considérer les achats alimentaires des administrations publiques aux fins de la constitution de stocks ou de l'aide alimentaire comme un marché potentiel.
- Explorer de nouveaux marchés par le biais de politiques et de programmes. Certains programmes de repas scolaires, par exemple, prévoient un pourcentage déterminé d'aliments issus de la production locale.
- Renforcer les liens fonctionnels entre agriculteurs, négociants et transformateurs de produits alimentaires par exemple, au moyen de systèmes d'exploitation sous contrat qui soient exécutoires.

Incorporer l'éducation nutritionnelle et la sensibilisation des consommateurs

Recommandation clé n°10: Assurer la promotion de la nutrition et une éducation nutritionnelle axée sur les enjeux de l'alimentation et les systèmes alimentaires durables.

L'éducation à la nutrition est fondamentale pour encourager les ménages à adopter des régimes alimentaires sains. Elle est aussi un moyen d'accroître la demande de denrées locales nutritives, ce qui peut inciter les fournisseurs locaux, notamment les producteurs, les transformateurs et les détaillants, à offrir des aliments à forte teneur en nutriments.

- Le programme pourra-t-il être combiné avec des initiatives d'éducation nutritionnelle afin de veiller à ce que la nutrition devienne une priorité pour les décideurs au sein des ménages et pour les individus?
- Qui contrôle et influence la prise de décision concernant les aliments et les soins aux enfants, et les décideurs qui comptent (par exemple, les grand-mères et les pères) sont-ils tous inclus dans l'éducation nutritionnelle?
- De quelles ressources, connaissances, compétences et appui le personnel du programme a-t-il besoin pour être efficace en tant qu'agent du changement?

Une éducation nutritionnelle efficace nécessite la prise en compte des facteurs suivants:

- La formulation de stratégies d'éducation nutritionnelle doit s'appuyer sur la théorie du changement de comportement et une recherche formative, et tenir compte des besoins spécifiques de la population cible.
- L'éducation nutritionnelle doit cerner les facteurs qui influencent le comportement alimentaire et déterminer en particulier qui prend les décisions concernant l'alimentation familiale, quelles sont les traditions liées à la nourriture et comment les mères nourrissent leurs enfants; elle doit porter sur ces éléments précis et non dispenser des informations générales.

- Les programmes d'éducation nutritionnelle doivent systématiquement prévoir dès le départ une série d'activités, qui seront exécutées en faisant appel à une combinaison de stratégies éducatives, par exemple des activités culinaires et des potagers scolaires, ayant pour objet de motiver les participants et de les initier à des pratiques alimentaires plus saines.
- Les activités d'éducation nutritionnelle doivent aussi englober des activités visant à influencer les politiques publiques et promouvoir un environnement favorisant des choix alimentaires sains de la part de chacun.

Il est important d'intégrer aux programmes des mesures de renforcement des capacités qui rendent les institutions locales opérant dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture – qu'il s'agisse d'organismes publics, non gouvernementaux ou privés – mieux à même de traiter des questions de nutrition. Cela peut se faire au moyen d'une formation préalable ou d'une formation théorique et pratique sur le tas, assortie d'un accompagnement pendant l'exécution du programme.

Principales caractéristiques à prendre en compte lors de la formulation des activités d'éducation nutritionnelle

L'éducation nutritionnelle peut s'adresser aux femmes, aux hommes et aux enfants.

L'éducation et la formation nutritionnelle peuvent couvrir les thèmes suivants:

- sensibilisation aux questions de manipulation des aliments et de sécurité sanitaire des produits alimentaires;
- choix alimentaires sains et régimes alimentaires équilibrés ;
- besoins nutritionnels diversifiés au sein de la famille;
- encourager la culture et la consommation d'aliment riches en nutriments qui sont disponibles localement, même si ce ne sont pas des produits prisés;
- préparation et stockage des aliments, notamment des démonstrations sur les modes de cuisson;
- réduction des pertes après récolte et entreposage à long terme pour préserver la teneur en micronutriments des produits;
- stratégies visant à accroître et diversifier les disponibilités alimentaires des ménages;
- évoluer vers des schémas de consommation alimentaire durables du point de vue de l'environnement;

- risques sanitaires liés à la consommation d'aliments surtransformés et à l'obésité, et maladies chroniques connexes;
- pratiques de soins, allaitement maternel et tabous alimentaires.

Note: Le thème et le contenu des messages doivent être déterminés au moyen d'une évaluation des connaissances locales, des habitudes et des pratiques liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Voir: www.fao.org/docrep/019/i3545e/i3545e00.htm

Comment assurer le succès de l'éducation et promouvoir le changement des comportements:

- Fonder les messages et les stratégies sur la compréhension des perceptions locales au sujet des régimes alimentaires, les raisons des comportements actuels et les facteurs qui sont contraires ou propices à une modification des comportements. L'approche de la déviance positive est une des options possibles.
- Transmettre une série de messages clairs susceptibles de déboucher sur des actions concrètes.
- Partir de messages et de directives existants dans le pays, notamment les Actions essentielles en nutrition et les Recommandations alimentaires.
- Relier le contenu des messages à l'intervention agricole, par exemple des informations nutritionnelles sur la plante cultivée, associées à des conseils sur les modes de préparation et de conservation du produit.
- Diffuser simultanément les informations par l'intermédiaire de canaux divers.

- Créer un environnement propice à l'éducation nutritionnelle: investir dans le renforcement des capacités pour l'éducation à la nutrition, y compris la formation nutritionnelle des agents de vulgarisation spécialisés dans l'agriculture, la santé et la nutrition, les programmes nutritionnels dans les écoles primaires – avec éventuellement des potagers scolaires –, et augmenter la quantité disponible d'aliments recommandés, tel que les fruits et légumes.

Où réunir les communautés cibles:

- activités collectives, comme les groupements féminins, les associations de commercialisation, les clubs de microfinance;
- établissements scolaires;
- visites à domicile;
- potagers communautaires ou rencontres organisés à des fins de formation;
- jours de marché, centres religieux, spectacles (théâtre, conteurs)
- moyens de communication de masse – radio, télévision, panneaux et affiches, etc.
- marketing social et réseaux sociaux;

Qui pourrait animer des sessions d'éducation nutritionnelle:

- personnel travaillant pour les programmes;
- agents de vulgarisation agricole;
- collaboration avec des bénévoles du secteur de la nutrition ou des agents de santé, comme les travailleurs sanitaires communautaires, les auxiliaires de santé et les accoucheuses.

Conseils:

- Les ministères de la santé, de l'agriculture et de l'éducation et leurs partenaires de développement peuvent être consultés pour recenser les programmes et matériels didactiques existants. S'il s'avère que de nouveaux matériels sont nécessaires, il importe de les formuler en collaboration avec les trois ministères et leurs partenaires, car la participation de tous les secteurs garantit la production de stratégies et de messages adaptés au contexte.
- La mise en œuvre des programmes et des matériels d'éducation à la nutrition peut se faire par l'intermédiaire des services de vulgarisation agricole (y compris les champs écoles paysans pour les agriculteurs ou les éleveurs pastoraux), les groupements féminins, les organisations de producteurs, les écoles primaires et secondaires, les réseaux de santé publique et les médias.
- Les activités de nutrition dans le contexte scolaire, notamment les potagers scolaires, les programmes d'éducation nutritionnelle, les normes applicables aux menus scolaires ainsi que le lien entre les programmes de repas scolaires et les producteurs locaux, sont autant de moyens précieux pour sensibiliser les enfants à l'importance d'une production et d'une consommation alimentaires diversifiées, et atteindre du même coup les ménages et les communautés.

Renseignements complémentaires:

- *Le Guide de nutrition familiale*: www.fao.org/3/a-y5740f.pdf
- *Une nouvelle donne pour les jardins scolaires*: www.fao.org/docrep/013/i1689f/i1689f00.pdf
- *Alimentation complémentaire*: www.fao.org/ag/humannutrition/nutritioneducation/70106/fr/
- De nombreuses autres ressources sont disponibles à l'adresse suivante: www.fao.org/ag/humannutrition/nutritioneducation/fr/
- Hawkes, C., 2013. *Promoting healthy diets through nutrition education and changes in the food environment: an international review of actions and their effectiveness*. Rome: Groupe chargé de l'information sur la nutrition, la communication et l'éducation, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Disponible à l'adresse suivante: www.fao.org/ag/humannutrition/nutritioneducation/69725/fr/

Validation du document de programme

La présente section donne des indications aux experts chargés de procéder à une révision ou à la validation technique d'un document de programme, une fois la formulation du programme achevée, et qui peuvent être invités à vérifier également que celui-ci couvre convenablement les questions de nutrition. S'il estime que le programme ne tient pas assez compte de la nutrition, l'examineur peut s'inspirer des indications fournies dans le chapitre précédent sur la conception de programme pour formuler des recommandations.

Situation nutritionnelle

- Les principaux problèmes nutritionnels du pays ou de la zone sont-ils abordés dans le document du programme? Quels sont les principaux problèmes de nutrition présents dans le pays ou dans la zone que le programme prend en compte?

Populations vulnérables/groupes cible

- Les populations vulnérables ont-elles été identifiées et sont-elles ciblées par le programme?
- Si oui, qui sont-ils? Sait-on où ils se trouvent dans le territoire national? Dispose-t-on de données numériques, notamment leurs effectifs en pourcentage de la population totale? Correspondent-ils aux groupes les plus exposés à la malnutrition? Leurs habitudes alimentaires sont-elles connues, ainsi que la composition des aliments qu'ils consomment?

Buts/objectifs/activités dans le domaine de la nutrition

- Existe-t-il dans le document du programme des objectifs spécifiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle? Si oui, veuillez les indiquer.
- A-t-on défini des activités nutritionnelles ou de bonnes pratiques précises, à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs nutritionnels tout en atténuant les risques potentiels en matière de nutrition?

Si oui, lesquelles? Sont-elles en mesure d'améliorer réellement l'impact nutritionnel du programme? (Pour plus de détails, voir les Recommandations clés - Améliorer la nutrition à travers l'agriculture et les systèmes alimentaires, et les indications données dans le chapitre consacré à la conception du programme).

Arrangements institutionnels, partenariats et coordination

- Des institutions jugées aptes à mettre en œuvre les activités nutritionnelles ont-elles été identifiées?
- Des partenaires/parties prenantes/agents du changement (ministères et institutions, ONG et bailleurs de fonds internationaux) ont-ils été trouvés pour collaborer à la mise en œuvre des activités nutritionnelles et de bonnes pratiques?
- Des mécanismes existants ou proposés, destinés à faciliter la coordination et la communication entre les parties prenantes, ont-ils été examinés? À quel niveau opèrent-ils? Qui participe à ces processus?
- Des possibilités de partenariats publics-privés pour aborder les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle ont-elles été examinées?
- Comment ces partenariats pourraient-ils être améliorés?

Renforcement des capacités en matière de nutrition

- Les besoins relatifs au renforcement des capacités en matière de nutrition (des instituts, des administrations nationales, des ONG, des responsables politiques et des consommateurs) ont-ils été examinés?
- Les activités pour renforcer les capacités en matière de nutrition ont-elles été définies dans le plan? Sont-elles suffisantes ?
- Existe-t-il dans le pays ou au niveau international des outils qui conviendraient aux fins du renforcement des capacités?
- Existe-t-il des orientations techniques et opérationnelles sur le renforcement des investissements en faveur de la nutrition que le programme peut utiliser?

Suivi et évaluation

- Des indicateurs aptes à mesurer les performances des activités nutritionnelles ont-ils été définis dans le plan? Si oui, lesquels?
- Les capacités du pays (administration publique, ONG, etc.) en matière de collecte et d'analyse des données ont-elles été discutées? Ces organismes peuvent-ils être impliqués dans la collecte et l'analyse de données de suivi et évaluation du programme ?
- Existe-t-il un mécanisme interinstitutionnel pour suivre les investissements et assurer la coordination? Est-ce que le suivi et évaluation du programme est aligné avec ce mécanisme ?
- Des stratégies pour le renforcement de ces capacités ont-elles été avancées, le cas échéant?

Incidences sur les ressources

- Quelles ressources ont-elles été allouées pour les activités liées à la nutrition dans le document du programme? Si rien n'a été prévu, de quelles ressources supplémentaires aurait-on besoin pour atteindre les objectifs, les résultats et les cibles déclarés – par exemple dotation en personnel, assistance technique, technologies de l'information, renforcement des capacités, etc.?
- Quelles sont les sources de financement éventuelles, notamment le budget de l'État, les donateurs internationaux (subventions et prêts, cofinancements), les partenariats public-privé, et d'autres mécanismes innovants? Ou encore un fonds autorenewable communautaire?



Avec le soutien du:



Ministère fédéral
de l'Alimentation
et de l'Agriculture

sur la base d'une décision prise
par le Bundestag allemand

ISBN 978-92-5-208935-3



9 7 8 9 2 5 2 0 8 9 3 5 3

15107F/1/11.15